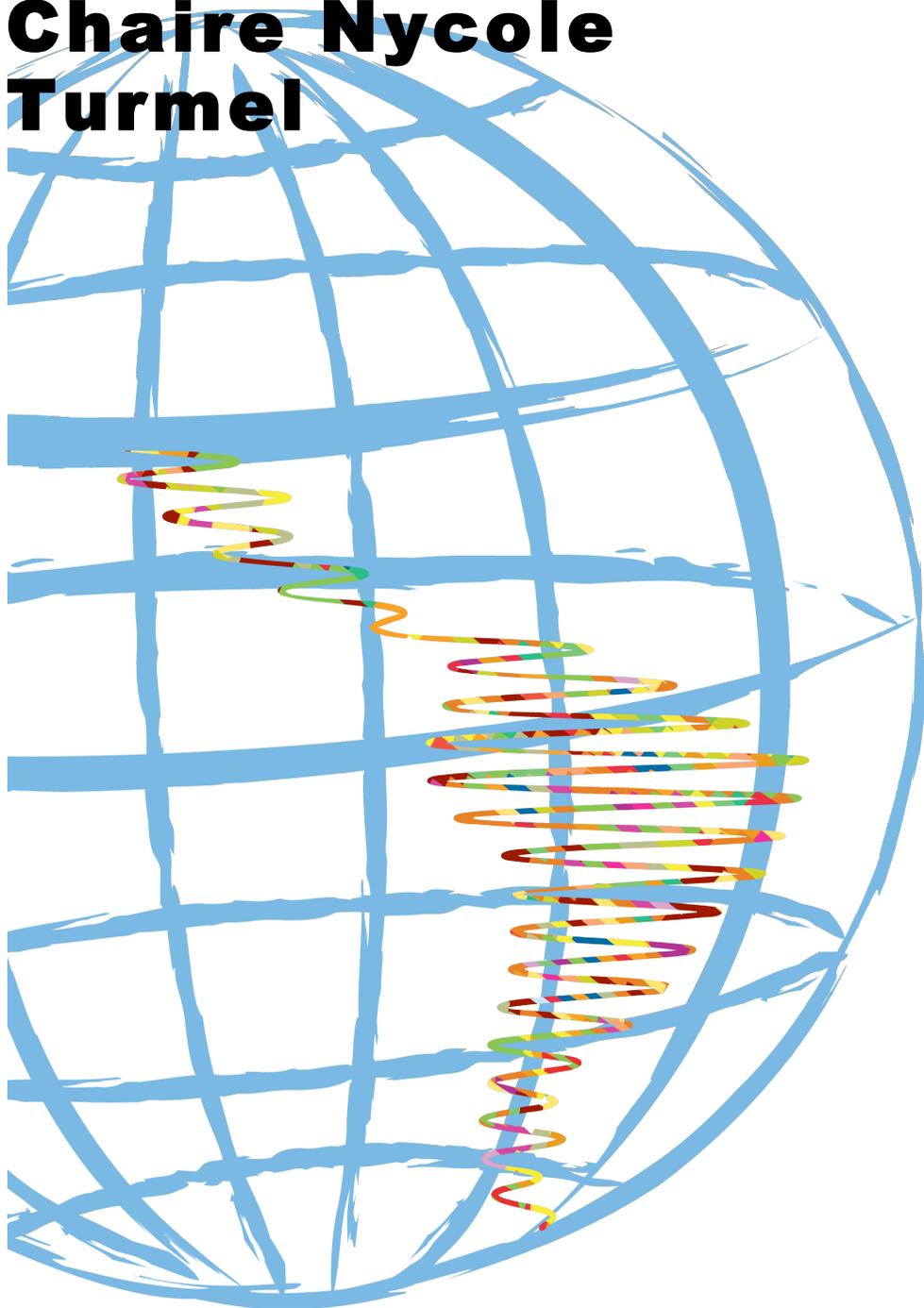


Compte rendu de la Troisième grande conférence de la Chaire Nycole Turmel



SIMON MORIN

Octobre 2011

CHAIRE

**Nycole Turmel
sur les espaces publics
et les innovations politiques**

UQÀM

Modèles de développement, extractivisme et tournant éco-territorial en Amérique latine

Conférencière : Maristella Svampa est titulaire d'un doctorat en sociologie de l'École des hautes études en sciences sociales de Paris. Professeure titulaire à l'Université nationale de La Plata en Argentine, elle est chercheuse au Conseil national de recherche scientifique et technique de l'Argentine. Elle a également été la titulaire 2001 de la Chaire Simon Bolivar de l'Université Nouvelle Sorbonne à Paris.

L'Amérique latine connaît, ces dernières années, un processus de « reprimarisation » de son économie. La hausse de la demande des matières premières et l'augmentation des prix sur les marchés mondiaux ont incité les pays latino-américains à répondre à la demande par une plus grande offre. Héritière d'une longue tradition extractiviste, l'Amérique latine apparaît à visage découvert comme le lieu de profondes réflexions sur la démocratie, l'imaginaire du développement et le rôle des mouvements sociaux. Dans le cadre de la troisième grande conférence de la Chaire Nycole Turmel, Maristella Svampa proposa un tour d'horizon sur les tenants et aboutissants du modèle extractiviste en Amérique latine. Par un regard critique et dénonciateur, elle aborda les caractéristiques et les dimensions actuelles du tournant éco-territorial où convergent discours écologiste et matrice indigène et paysanne. Sa présentation se divisa en trois principaux axes : la définition de l'extractivisme, l'imaginaire du développement et le tournant éco-territorial.

Qu'est que l'extractivisme?

Mme Svampa définit l'extractivisme comme un modèle de développement fondé sur la surexploitation des ressources naturelles, en grande partie non renouvelables. Son fonctionnement s'appuie sur la monoproduction destinée à l'exportation. Il mise sur le dépassement de limites productives par l'apport technologique et l'extension des frontières extractives à de nouveaux territoires. L'extractivisme comprend des ressources telles les divers minerais, mais aussi des ressources animales et végétales. L'industrie agroalimentaire, par exemple, est une industrie extractiviste du fait de son mode d'organisation.

Deux types d'États personnifient le modèle extractiviste : les États de tradition européenne tels la France et le Japon et les puissances extractivistes telles la Chine et le Canada. Les premiers cherchent à installer les premières phases d'extraction en dehors de leur territoire afin de protéger leur environnement local. Les seconds ont une politique d'intervention tant sur leur territoire que sur les territoires étrangers.

Dans ce cas-ci, l'environnement se doit d'être exploité pour le plus grand profit de la croissance économique. Par exemple, l'entreprise canadienne, Barrick Gold, exploite des gisements d'or tant au Canada qu'aux quatre coins du monde. À la frontière du Chili et de l'Argentine, elle repousse même les frontières de ses activités aux sommets de la cordillère des Andes.

L'extractivisme, soutient Mme Svampa, a un caractère viscéralement destructeur. Premièrement, l'utilisation de produits chimiques à grandes échelles est dévastatrice. Elle contamine les sols utiles à l'agriculture et pollue les nappes phréatiques utiles à la consommation domestique. De plus, les nouveaux procédés d'extraction nécessitent de grandes quantités d'eau et d'énergie entraînant le tarissement des sources d'eau potable avoisinantes et la construction de méga-barrages hydro-électriques choquant les milieux environnementaux.

Deuxièmement, l'extractivisme est synonyme de problèmes sociaux. Étant une activité enclavée, l'extractivisme perpétue la dépendance des économies latino-américaines vis-à-vis l'extérieur. Comme les économies sont dépendantes de leurs exportations pour s'assurer d'un plus grand revenu, les économies extractivistes sont toujours les premières touchées par les cycles de l'économie mondiale. Qui plus est, étant aussi un processus d'accumulation, l'extractivisme creuse les disparités socio-économiques, ce qui accroît les tensions entre les différents groupes de la société. Par exemple, selon l'indice de Gini, l'Amérique latine est l'une des régions les plus inégalitaires du monde, avec l'Afrique.¹

Enfin, l'extractivisme entraîne un dépouillement des institutions publiques. D'une part, les compagnies transnationales ont tendance à concentrer leurs activités en banlieue des grandes villes de manière à ce que leur poids devienne tel qu'ils arrivent à se substituer à l'État par leur force d'organisation. D'autre part, les entreprises extractivistes arrivent la plupart du temps à faire valoir leur point de vue auprès des gouvernements grâce à leurs moyens disproportionnés.

L'imaginaire du développement

L'extractivisme n'est pas seulement un mode de production. Il s'accompagne également d'un imaginaire du développement le légitimant. L'imaginaire « développementiste », selon Mme Svampa, est une construction sociale et culturelle interagissant avec les divers acteurs sociaux. Il influence le débat public et les représentations sociales. L'imaginaire du développement peut, à la fois, jouer en faveur ou en défaveur d'un projet économique. Or, deux questions s'imposent : de quel imaginaire l'extractivisme a-t-il bénéficié? Et quel imaginaire véhicule-t-il?

¹ Programme des Nations Unies pour le développement, *Human development Report 2009*, En ligne : <http://hdrstats.undp.org/en/indicators/161.html>, page consultée le 17 octobre.

D'abord, Mme Svampa explique que l'idée de nature en Amérique latine a toujours été une image forte. Les vastes territoires à perte de vue et les richesses inestimables de ses ressources naturelles ont marqué les générations d'explorateurs et d'écrivains à travers les âges. Cet imaginaire collectif existe toujours aujourd'hui et est à l'origine du *mythe de l'excédent*, l'un des mythes fondateurs de l'Amérique latine. Selon l'auteur bolivien R. Zavaletta, ce mythe fait référence à l'idée d'un eldorado, que tout Latino-Américain espère, lié à une découverte matérielle soudaine qui produit l'excédent comme par magie.² Cette conception est depuis toujours favorable à l'extraction des ressources naturelles, malgré les inconvénients socio-environnementaux qu'elle a occasionnés depuis la colonisation. L'excédent comme par magie fait croire à la possibilité de rattraper le retard économique du continent vis-à-vis l'Europe et les États-Unis. L'idée d'un meilleur contrôle des ressources et d'une meilleure gestion reste au cœur de ce perpétuel espoir jamais atteint.

Ainsi, le mythe de l'excédent conforte le modèle extractiviste comme bonne stratégie de développement. Mais encore, il s'associe à une conception rassurante de l'État, bien que périmée. L'enjeu étant le contrôle des ressources, l'implication de l'État fait croire en la possibilité de rattraper le retard par une saine gestion. Dans les années 1950, 1960 et 1970, l'intervention étatique était le gage de la stabilité économique. Le modèle d'industrialisation par substitution des importations permit même une relative industrialisation des économies latino-américaines. L'imaginaire extractiviste, aujourd'hui, s'associe à ce rôle de l'État comme garant de l'intérêt public.

Cependant, à la différence des années 1950, le contexte économique est loin d'être le même. À l'heure de la globalisation, l'État n'agit plus comme un méga-acteur, mais bien comme un partenaire d'affaires des grandes entreprises transnationales. Il faut comprendre par là que le Consensus de Washington, en faveur de la libéralisation, la dérèglementation et la privatisation et qui a remplacé l'industrialisation par substitution d'importations comme paradigme de développement, a lui aussi été remplacé par un nouveau consensus des *commodities* où État et entreprises s'accommodent réciproquement dans l'extraction des ressources naturelles. Ce nouveau consensus est d'autant plus apparent qu'il s'applique aux différents gouvernements sans distinction de leur appartenance politique, de gauche ou de droite. Par exemple, la Bolivie, reconnue pour son leader progressiste, Evo Morales, défend d'un côté le droit à l'autodétermination des peuples autochtones et le respect de la nature. Cependant, de l'autre côté, il s'appuie sur l'activité extractiviste pour lancer son développement et s'industrialiser.

Enfin, l'extractivisme véhicule un imaginaire de la prospérité. En effet, les gouvernements et les transnationales font miroiter la création de richesse et l'importance de l'embauche pour les travailleurs.

² Maristella Svampa, « Néo-développementiste extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, No.81 (Été 2011), p.111.

Par exemple, en Argentine, lors des débats sur l'adoption de la loi sur la protection des glaciers, le gouvernement et les transnationales associaient projets miniers à la création d'emploi, alors que dans les faits, l'activité extractiviste est très peu créatrice d'emploi. En fait, les projets miniers créent une demande intensive de travail dans les premières phases du développement extractiviste, mais très peu d'emplois permanents sont créés sur le long terme. « L'activité minière à grande échelle est une activité à capital intensif, non à travail intensif. Pour chaque million investi, on crée entre 0,5 et 2 emplois permanents », dit Mme Svampa. Il n'est donc pas étonnant que l'activité minière occupe très peu d'importance sur le marché de l'emploi dans des pays de longue tradition minière. L'activité minière occupe, entre autres, que 1,5 % de la population péruvienne, moins de 1,3 % des travailleurs chiliens et moins de 0,7 % des Argentins, toujours selon Mme Svampa. En conclusion, comme elle le souligne, une lutte des imaginaires est à mener.

Le tournant éco-territorial

Le tournant éco-territorial en Amérique latine est le pendant de l'imaginaire extractiviste. Résultat d'un conglomérat d'associations sociales, il est la construction d'un savoir expert et indépendant. Son objectif vise, selon Mme Svampa, à l'établissement d'un langage commun parmi les organisations sociales afin d'accroître la capacité de mobilisation et mieux influencer sur les débats publics. Le tournant éco-territorial comprend différents types de savoirs autochtones, paysans et scientifiques et constitue, pour tout dire, un cadre d'action collective qui fonctionne en tant que schéma d'interprétation contestataire et alternative. Il utilise, pour ce faire, différentes stratégies et différents outils techniques et juridiques pour faire valoir sa vision du développement « durable » dans son sens le plus fort, c'est-à-dire, tournée vers l'avenir et vers l'équilibre des différents écosystèmes. Mme Svampa en ressort quatre thématiques.

Premièrement, le thème du bien commun parcourt les organisations. Le bien commun n'est pas un thème exclusivement latino-américain, mais il est lié, en Amérique latine, à la question du territoire. Lorsqu'on parle de la défense des ressources naturelles, on pense à un autre mode de penser la territorialité (territoire originel, hérité et choisi). Le bien commun va ainsi de pair avec la défense du droit à l'autodétermination des peuples autochtones souvent confrontés à l'expansion territoriale extractiviste. Deuxièmement, la notion de justice environnementale est reprise des luttes états-uniennes afin de donner une idée intégrale à la question environnementale en liens avec les questions de justice sociale, de racisme et d'inégalités.

Troisièmement, le concept du *buen vivir*³ est un concept propre à l'Amérique latine et, particulièrement, à l'Équateur et à la Bolivie. Le *buen vivir*, cependant, demeure un concept en construction. En Bolivie, il est réfléchi de manière autocentrée sur les peuples autochtones. En Équateur, à la différence, on cherche à le définir dans le sens de la mémoire longue en lien avec la pensée critique occidentale. Les constitutions de l'Équateur et de la Bolivie ont toutes deux repris l'idée du *buen vivir* de manière à remettre en question l'idée de développement conventionnel. Elles sont le socle d'un renouveau de la pensée pour réfléchir le développement non dans une logique d'accumulation, mais dans une logique communautaire de respect de la nature.

Quatrièmement, le droit de la terre est lui aussi un concept proprement latino-américain. Il a été placé dans la nouvelle constitution de l'Équateur en 2008. Il considère la nature comme un sujet de droit à part entière fournissant les outils juridiques nécessaires pour poursuivre qui ne respecte pas les droits de la terre mère.

Le tournant éco-territorial, toutefois, est confronté à quelques difficultés. La nature asymétrique des luttes et les contradictions au cœur des organisations freinent le développement d'un langage commun. L'État aux prises avec différentes territorialités ne peut en avantager une au détriment d'une autre. Considérant l'importance des entreprises transnationales, les luttes sociales sont un combat perpétuel. De plus, la déconnexion existante entre les populations urbaines et les populations rurales freine les tentatives d'articulation entre les mouvements autochtones, paysans et sociaux environnementaux situés en campagne et les mouvements syndicaux et populaires situés dans les villes. N'étant pas en contact direct et n'ayant pas les mêmes préoccupations que les mouvements ruraux, les organisations urbaines ne partagent pas les mêmes imaginaires alternatifs. Entre autres, les mouvements des villes n'accordent pas autant d'importance aux questions environnementales du fait qu'ils sont moins en contact avec les effets collatéraux de l'extractivisme. De plus, les mouvements traditionnels de la gauche marxiste adhèrent très peu aux problématiques environnementales situant leur réflexion dans les problèmes du développement à l'industrialisation. Un grand effort de dialogue reste donc à être établi.

Réflexion sur la démocratie

En conclusion, l'extractivisme est un modèle de développement peu respectueux de l'environnement et de ses populations. Il s'accompagne d'un imaginaire le légitimant et pour lequel les mouvements sociaux s'allient pour en offrir une version alternative. Cet effort commun cherche à repousser non seulement la

³ Octavio Avendaño, « El buen vivir. Una vía para el desarrollo. » *Polis*, Revista de la Universidad Bolivariana, vol. 9, no.25 (2010), p.557-561.

question du développement, mais également la réflexion sur la notion de démocratie à savoir que le développement doit être défini collectivement. À l'heure où le Québec entame le plus grand projet minier de son histoire, les mouvements sociaux québécois auraient sans doute à prendre exemple sur leurs homologues latino-américains. L'Amérique latine reste donc une région des plus pertinentes pour comprendre le monde.